



Commissariat aux comptes

Arnaud BERNARD – Adrien MOLEND – Damien VALLEE

www.slgexpertise.fr – accueil@slgexpertise.fr

ASSOCIATION FRANCE MEDIATION

Siège social: 4, Place de la République

93400 Saint-Ouen-Sur Seine

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Assemblée Générale

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association France Médiation relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association France Médiation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Les produits liés à l'activité sont enregistrés par nature en comptabilité (prestations, subventions). Nos diligences ont consisté à contrôler par sondage les conventions de formations et de subventions. Nous avons contrôlé la bonne affectation comptable de ces différents produits, le respect de la séparation des exercices, par l'analyse des produits constatés d'avance et l'affectation en fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association France Médiation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Marcq-en-Barœul
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
SLG EXPERTISE

Signé par Arnaud Bernard
Le 18/06/2025

ID: tx_DYYzyK1l96DZ



Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



C. E. M. L. V.

Expertise comptable . Conseils

6, passage Abel Leblanc, 75012 Paris

Tél. +33 (0)1 49 83 87 01

7, rue du Bois-de-Paris, 77700 Chessy

Tél. +33 (0)1 64 63 44 10

E-mail : cemlv@cemlv.com

Association FRANCE MEDIATION

4 PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours	98 791		98 791	
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	649 155	118 643	530 513	365 112
	Immobilisations corporelles en cours				9 600
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	153 766		153 766	150 762
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	6 405		6 405	12 278
TOTAL (I)		908 117	118 643	789 475	537 752
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				45 119
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	129 001	3 000	126 001	336 231
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	265 195		265 195	498 188
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	24 748		24 748	24 027
	DISPONIBILITES	424 028		424 028	1 231 685
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	43 821		43 821	16 228
	TOTAL (II)	886 792	3 000	883 792	2 151 478
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		1 794 909	121 643	1 673 267	2 689 230
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	166 110	166 110
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	439 651	459 441
	Excédent ou déficit de l'exercice	40 738	(19 790)
	Total des fonds propres (situation nette)	646 498	605 761
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	98 791	
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	98 791	
	Total des fonds propres	745 290	605 761
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	39 752	455 365
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	39 752	455 365
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	19 296	26 199
	Total des provisions	19 296	26 199
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	307 352	336 790
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 440	1 440
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	132 620	487 152
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	174 192	196 336
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	6 959	130 295
	Produits constatés d'avance	246 367	449 893
	Total des dettes	868 929	1 601 905
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 673 267	2 689 230
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	40 737,81	(19 790,47)
	(1) Dont à moins d'un an	589 806	1 293 114
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	107 198	59 477
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	530 178	442 790
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	853 135	1 387 981
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	25 309	18 199
	Utilisations des fonds dédiés	455 365	1 529 944
	Autres produits	70	187
Total des produits d'exploitation		1 971 256	3 438 578
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	869 446	1 725 797
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	43 980	53 903
	Salaires et traitements	600 955	646 826
	Charges sociales	220 181	231 087
	Dotation aux amortissements et dépréciations	57 367	43 827
	Dotation aux provisions		14 004
	Reports en fonds dédiés	39 752	455 365
	Autres charges	93 021	270 738
Total des charges d'exploitation		1 924 702	3 441 547
RESULTAT D'EXPLOITATION		46 554	(2 969)

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		46 554	(2 969)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	6 896	11 299
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change	1	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		6 897	11 299
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	2 543	2 789
	Différences négatives de change	43	75
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		2 587	2 864
RESULTAT FINANCIER		4 310	8 435
RESULTAT COURANT avant impôts		50 864	5 466
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	415	2 216
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		415	2 216
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	6 717	27 472
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	696	
	Total des charges exceptionnelles	7 413	27 472
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(6 998)	(25 256)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		3 128	
TOTAL DES PRODUITS		1 978 568	3 452 093
TOTAL DES CHARGES		1 937 830	3 471 883
EXCEDENT ou DEFICIT		40 738	(19 790)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			